

Sortie de crise

Une période optimiste pour les entreprises, qui rencontrent des difficultés en matière de recrutement

Une situation en cours de consolidation, se félicitent les acteurs du monde économique du département. Laurent Pomes, de l'observatoire économique de la CCI, souligne que 8 dirigeants sur 10 déclarent avoir retrouvé un niveau d'activité conforme à la normale, voire supérieur pour 7 % d'entre eux.

Seule ombre au tableau, 30 % des cafetiers et restaurateurs déclarent subir encore un niveau d'activité inférieur à la normale. Les entreprises productives, dans les secteurs de l'industrie et de la construction, affichent des carnets de commandes particulièrement bien garnis et en progression aux 2e et 3e trimestres 2021.

"La majorité des entreprises sont en phase de sortie de crise", apprécie Daniel Margot, président de la CCI. Lui aussi déplore les difficultés des cafés-restaurants. Celles du bâtiment également, avec ses problèmes d'approvisionnement et ses inquiétudes sur le "quoi qu'il en coûte" qui va disparaître au profit du fait maison.

Difficultés d'approvisionnement donc, couplées à une inflation: "Tout coûte plus cher". Problématique aussi de l'emploi: "Nous avons besoin de ressources humaines: 900 demandes d'emploi sont en permanence à Pôle emploi et on n'arrive pas à les combler. Il y a un gros travail à faire, tous ensemble, pour pouvoir honorer et ne pas casser cette dynamique en route".

"Certains ont peur que les robinets soient fermés", constate Bernard Piéri, adjoint à la dynamisation commerciale de la ville de Digne. Denis Vogade, président de l'Agence de déve-

loppement se félicite de la très bonne fréquentation touristique, surtout portée par la clientèle française, avec, de mai à septembre, 7,3 millions de nuitées (+10 % par rapport à 2020). Les nuitées étrangères progressent de +25%. "On a un formidable réservoir de clients en Paca et en Occitanie. On a été en 2020 le deuxième département le plus attractif de France (après les Vosges) pour Airbnb. Tout ça c'est un capital qu'on engrange".

Un bémol toutefois pour certains, à l'instar de Didier Long, président de l'UDE, concernant l'attrait des citadins pour nos contrées: "70 % des habitants de métropole souhaitent venir sur des territoires ruraux. Ça risque d'impacter les prix. La question à se poser derrière, est que nos biens ne deviennent plus accessibles aux populations locales".

Marie-France BAYETTI



Richard Mathieu, le nouveau directeur de la Banque de France, a pris ses fonctions il y a tout juste un mois. Il a listé tous les indicateurs nationaux, régionaux et départementaux. /PHOTO ERIC CAMOIN

L'investissement a repris dans le département

Richard Mathieu, directeur de la Banque de France, souligne les difficultés d'approvisionnement qui s'accroissent. "Les matières premières se font rares, les prix augmentent, les délais de livraison aussi". Un constat dans tous les secteurs. Il observe les difficultés de recrutement dans les entreprises aussi, "Quel que soit le secteur, le département n'y échappe pas. Des chefs d'entreprise me disent "Je ne comprends pas, il y a 8 % de chômeurs et je n'arrive pas à recruter". Même dans l'intérim. Dans toutes les branches". Dans le département, les défaillances d'entreprises sont au plus bas. "On nous avait annoncé une vague de surendettement pour cette année, elle n'aura pas lieu", se réjouit-il.

Côté épargne, "on a constaté pendant les confinements, une surépargne des ménages de 157 milliards d'euros. C'est colossal! Des études sont faites pour savoir à quel rythme

cette épargne va diminuer et rentrer dans la consommation".

Isabelle Godart-Devaujany, directrice des Finances publiques, constate que "l'activité dans le département a très positivement repris: +26 % dans le secteur de l'industrie, +22 % dans la construction, +11 % dans le commerce, +4 % dans l'agriculture. Au niveau des rentrées fiscales, la TVA enregistre une hausse parallèle au chiffre d'affaires. Signe remarquable: l'encaissement de la taxe de publicité foncière (celle que les acheteurs d'un bien immobilier acquittent au Trésor public) est de +46 %. Notre département est très attractif, les citadins viennent y chercher des biens calmes et verts".

Le fonds de solidarité (au départ pour les petites entreprises, puis élargi à des secteurs d'activité un peu plus ciblés), a bénéficié à hauteur de 125 M€ pour 6 820 entreprises du

04. "En sortie de crise, il faut cibler maintenant les entreprises qui ont encore besoin d'un soutien. On débranche le soutien généraliste, on revient à une économie plus réelle, néanmoins l'État continue de soutenir les secteurs qui en expriment le besoin et les entreprises qui ont des signes de fragilité". Une plateforme, la "place des entreprises", va permettre de les identifier. "Les fonds de solidarité vont continuer pour une partie d'entre elles. Et surtout, nous avons un comité de sortie de crise".

Concernant la surépargne des ménages, Mme Godart-Devaujany estime qu'il "n'est pas sain pour l'économie qu'il y ait autant d'épargne. J'aimerais mieux que ces milliards soient dépensés et que ça génère de la TVA plutôt qu'on ponctionne par un impôt sur la trésorerie et l'épargne financière".

M-F.B.

L'ÉTAT A DÉPENSÉ 720 MILLIONS D'EUROS DANS LE DÉPARTEMENT

"La relance est au cœur de nos préoccupations", indique Paul-François Schira, secrétaire général de la préfecture. On a engagé des moyens considérables en 2020 et 2021 pour accompagner les entreprises. Pour rallumer les lumières qui s'étaient éteintes dans les étages. Pour sauvegarder l'existant et des parts de marché. Ça nous a coûté énormément, et les résultats sont au rendez-vous."

Depuis mars 2020, l'État a dépensé 720 millions d'euros dans le département, soit environ 4 000 € par habitant. L'essentiel vient du plan de soutien à l'économie.

Il y a eu la relance. Et aujourd'hui, le suivi de relance des entreprises qui sont encore en difficultés liées au covid. "Notre objectif est de suivre la manière dont les subventions sont consommées. L'État n'a pas vocation à les financer éternellement. Il y aura un ciblage plus fin".

Le sous-préfet souligne les difficultés de recrutement et le déficit de recours à Pôle emploi par les entreprises (méconnaissance, manque de temps?). "Difficile de chiffrer les difficultés de recrutement et d'en évaluer les causes: manque de candidats, de compétences, d'attractivité, ou déficit d'image du boulot, difficultés d'accessibilité, de logement... qui peuvent créer un frein à la recherche".

"Aujourd'hui on rallume la lumière, il faut que ceux qui ont été mis en pause (chômage technique) reviennent. Parfois, certains changent d'activité. Ça devient plus compliqué quand les indemnités sont utilisées comme une occasion de changer de vie aux frais de l'État. L'assurance chômage reste une assurance accident de la vie. Ce n'est pas une épargne forcée, ni une année sabbatique pour réfléchir sur sa vie. Un travail rigoureux de contrôle sera fait sur les demandeurs d'emploi".